

Seite 20
Régions

«Protéger les fonctionnaires», c'est en Français dans le texte

Conseil des états • Olivier Français fustige la «dictature sociale» rose verte. Mais son exemple choisi avec Christelle Luisier est-il le bon?

Jérôme Cachin

Il y a du rassemblement dans l'air, ce jeudi soir à Granges-Marnand. La salle du Battoir est presque pleine pour le repas de soutien à Olivier Français. Selon le PLR Vaud, 500 personnes se sont déplacées pour le candidat au Conseil des Etats. Apéro, assiette chaude du terroir, discours et gâteau à la crème (salée au sucre) nourrissent les supporters du Lausannois, encore municipal des Travaux et conseiller national.

Au micro, Christelle Luisier et Olivier Français félicitent surtout les convives, brossent le parti dans le sens du poil et déclinent les grands axes du PLR. Sur un ton moins aimable, tous deux lancent aussi le même missile ciblant un des 20 engagements du tandem Géraldine Savary (ps) et Luc Recordon (vert), publiés le 24août.

Luisier «époustouflée»

D'abord, la syndique et députée de Payerne harangue la salle: «Vous avez vu le programme de nos adversaires? Moi, il m'a époustouflé! La situation économique est difficile et il y a beaucoup à redire sur la sécurité, et voici leurs priorités: «Il faut protéger les fonctionnaires, sauver les petits bureaux de postes.» Ce sont leurs seules propositions pour l'emploi.»

Puis, Olivier Français insiste à son tour sur «l'emploi et le travail». Le candidat PLR aux Etats se veut encore plus précis et définitif en parlant de «l'engagement numéro 12 des deux candidats socialiste et vert – ils l'expriment très clairement, ils le disent, ce sont leurs mots: cette société, c'est le soutien aux fonctionnaires et aux jeunes. Bref, c'est de la dictature sociale». Un programme «inacceptable et qui doit être dénoncé», conclut Olivier Français.

Plus tard, dans les travées du banquet, Olivier Français se montrait satisfait d'avoir forgé l'expression «dictature sociale» pour viser les deux sortants.

La sécurité évoquée

Lisons donc. Si le titre de l'engagement N°12 est bel et bien «Protéger les fonctionnaires et la jeunesse», les quatre seules phrases qui suivent parlent de sécurité, plutôt que d'emploi: les «victimes des violences, (...) urgentistes, ambulanciers, policiers, conducteurs de transports publics, juges, ou assistants sociaux» doivent être «mieux protégés, grâce à une retouche à faire au Code pénal: «la poursuite d'office en cas de délit contre des salariés de la fonction publique».

Olivier Français, questionné hier, justifie d'avoir brandi ce seul titre, jeudi soir devant ses supporters: «Cela montre que la réflexion politique des deux sortants ne s'arrête qu'à deux catégories de la population, les fonctionnaires et les jeunes. Ce titre est choquant, c'est une faute politique. Si nous disions qu'il faut «protéger les patrons», nous nous ferions tuer. Certes, après, il faut décrypter ce qui suit le titre. Mais quand on fait de la politique, il y a de la communication.»

Quant à Christelle Luisier, elle assure: «J'ai trouvé que leurs titres paraissent anecdotiques par rapport aux préoccupations. Les titres, ce sont les idées-forces qu'on veut donner.» Elle reconnaît que dans les lignes qui suivent le titre, il n'est pas question d'emploi. Mais de sécurité? «Pas vraiment, c'est une mesure de protection des fonctionnaires», répond-elle. Ils assurent aussi qu'ils ne se sont pas concertés pour citer tous les deux ce même point 12.

Savary défend son os

Géraldine Savary, elle, rappelle l'histoire de cette proposition: une initiative votée par le Grand Conseil vaudois à la quasi-unanimité en 2010 (toute la droite et presque toute la gauche), en accord avec le gouvernement cantonal. Le texte a ensuite été traité par la commission du Conseil des Etats, dont la socialiste est membre: «Les députés vaudois peuvent me remercier car sinon, l'initiative vaudoise aurait été refusée. En raison de mon insistance, mes collègues ont décidé de suspendre la proposition jusqu'à la révision globale du Code pénal.»

Et la Lausannoise de conseiller aux deux PLR de «mieux suivre les débats parlementaires». Président du PS vaudois, Stéphane Montangero se dit «estomaqué»: «J'étais habitué à un autre style de campagne de la part du PLR. Ils sont en train d'adopter les méthodes de l'UDC, qui visent à dénigrer et à travestir les réalités.»

Comme Géraldine Savary, Luc Recordon énumère les propositions favorables à l'emploi. Il ajoute à l'égard d'Olivier Français: «Le terme de dictature (fût – elle sociale) disqualifie fortement son auteur, qui semble perdre son calme, à l'issue d'une lecture hâtive de nos positions. Ces abus de langage sont des plus malvenus à l'heure où les dictatures, de Daech, d'Assad, d'Erythrée, requièrent un discours clair.» I

Le tandem Géraldine Savary (ps) et Luc Recordon (vert) essuie un tir de barrage du PLR au sujet de l'un des 20 engagements. ARC-A